

Un siècle de luttes ouvrières et d'encadrement socialiste à Mons et dans le Borinage

Serge Deruette
UMONS – Université de Mons

L'histoire sociale et du socialisme dans le Grand Mons, liée à celle du Borinage dont Mons est le cœur excentré, présente la spécificité d'être fondée sur la quasi mono-industrie du charbon du XIX^e siècle aux années 1960. La plaine ouvrière boraine s'y est rapidement hérissée d'une trentaine de terrils rivalisant en hauteur avec le beffroi d'un Mons libéral jusqu'en 1953, dont la richesse bourgeoise provient du travail des houillères.

L'excellente qualité de son charbon explique que son extraction en soit, et de loin, son industrie la plus rentable, les autres entreprises n'occupant qu'un cinquième de sa population ouvrière dès le milieu du XIX^e siècle. En 1910, les mineurs représentent encore 71 % et en 1930 63,5 % d'une population active d'extraction fortement locale : ainsi, dans l'entre-deux-guerres, les étrangers ne constituent pas plus de 10 % des ouvriers de ses charbonnages.

Historiquement, tout au long du XIX^e siècle, le Borinage présente une longue tradition de luttes sociales où les grèves spontanées font figure d'arme coutumière, s'y généralisant fréquemment, comme en 1830, '36, '41, '48, '61 et '62. Sous une répression impitoyable, elles se répandent de puits en puits, de commune en commune. Explosions de colère de travailleurs inorganisés, arrachés des campagnes et jetés dans le travail des minières, elles s'opposent tant aux baisses de salaires qu'aux règlements vexatoires des patrons miniers ou aux infâmes livrets ouvriers.

Créée en 1864, l'Internationale (l'AIT) tente de regrouper les travailleurs du monde capitaliste. Présente en Belgique, elle se caractérise dans le Borinage par l'action de meneurs étrangers qui, tentant de structurer les contestations spontanées, rencontrent des mineurs d'abord fortement rétifs à l'organisation.

Si des dissensions idéologiques et personnelles entre dirigeants en empêchent l'unification, les prémices de l'organisation y sont semées : des caisses de secours permettent notamment de nourrir la puissante grève de 1869 pour l'augmentation des salaires, comme à l'habitude mortellement réprimée.

Avec la crise des années 1870, l'agitation prend une tournure plus violente encore. D'autres grèves, comme celles de 1872 et 1877, mènent à des affrontements particulièrement meurtriers avec les forces de l'ordre. Les nombreux accidents de la mine tuent plus encore : ainsi l'explosion en 1879 du charbonnage de l'Agrappe à Frameries qui tue 121 mineurs.

À cette époque, comme dans les autres bassins houillers, l'organisation embryonnaire du mouvement ouvrier borain prend la forme surtout de coopératives, d'abord boulangères, aussi de caisses de résistance et de secours mutuel. Il y a quelques ligues politiques dont les lignes divergent souvent encore. Le localisme marque aussi, et marquera longtemps, l'organisation.

Le mot d'ordre du suffrage universel (le SU) y trace cependant son chemin. Les grèves y trouvent, dès cette époque, leur étendard. Une fédération socialiste boraine qui le prône voit le jour en 1879. Quoiqu'éphémère, elle est un de ces jalons qui convergent vers la formation nationale du POB, le Parti Ouvrier Belge, en 1885.

En 1880 ainsi, des sections boraines participent à un précaire Parti socialiste belge unissant surtout Flamands et Brabançons et revendiquant le SU. Pourtant contestés par des militants venus de Bruxelles qui, comme le communard exilé Chauvière, prônent une ligne blanquiste, des militants de ses sections boraines, Fauvieu et Maroille surtout, contribuent à la formation d'un POB toujours fondé sur les coopératives et dont le SU est le mot d'ordre.

On le voit, la propagande pour le SU dans les masses boraines est antérieure à Alfred Defuisseaux, ce « grand bourgeois en haut de forme » aux accents radicaux en qui, avec son *Catéchisme du Peuple* paru en 1886, elles trouvent leur porte-parole charismatique et – la toponymie de la région le

rappelle toujours – légendaire. Le POB fera du *Catéchisme* de Defuisseaux, tiré en dizaines de milliers d'exemplaires, son cheval de bataille.

Mais si le ralliement des masses ouvrières boraines au POB lui doit beaucoup, c'est aussi à Defuisseaux, avec ses conceptions républicaines et insurrectionnelles, que le POB aura à connaître, dès 1887, sa première dissidence dans le Centre et dans le Borinage : le Parti Socialiste Républicain (PSR).

C'est que le POB, à peine né, doit en mars 1886 faire face à un soulèvement ouvrier qui, né à Liège, gagne rapidement le bassin de Charleroi où il est le plus violent, et ceux du Centre et du Borinage. Alors que le POB le condamne, Defuisseaux le soutient. Il le fera encore en mai 1887.

Son parti, avec son goût blanquiste pour la conspiration, reflète la combativité des mineurs borains. L'aura de son chef, son radicalisme et l'idée que le SU doit être arraché par la grève générale en sont la raison, mais aussi la méfiance du prolétariat minier vis-à-vis d'un POB à la direction timorée.

Cependant, le PSR fit long feu : la conjuration prévue fin 1888, que l'histoire retient sous le nom de « Grand Complot », déjouée par les services de police, mène à sa décapitation. L'organisation socialiste redevient donc le fait du seul POB, même si la Fédération Socialiste Républicaine du Borinage qui le rejoint en 1889 y restera remuante et contestataire.

Ainsi, est-ce dans le Borinage que la grève pour le SU de 1891, dénoncée comme prématurée par la direction du POB, y sera lancée. En 1893 aussi où, ponctuée de combats de barricades, endeuillée par les fusillades sanglantes, comme à Jemappes, elle obtient le SU, mais grevé du vote plural : une demi-victoire qui élève le monde ouvrier en même temps qu'il humilie.

À l'époque de l'adoption, à Quaregnon en mars 1894, de la fameuse Charte éponyme du parti, la fédération boraine se renforce. Plus que des associations syndicales et mutualistes, la plupart des dirigeants borains du POB sont toujours issus des coopératives, qui en assurent l'ossature financière.

Trace de radicalité, en 1899, la fédération boraine s'oppose à la représentation proportionnelle que le POB soutient en faveur de libéraux qu'il voit comme alliés. Mais après Defuisseaux, décédé en 1901, plus aucun leader ne reflètera l'âpreté de la contestation des mineurs borains et moins encore n'en organisera les combats grévistes.

Ainsi, en avril 1902, alors que la deuxième grande grève générale nationale pour le SU égal dépasse celle de 1893 par sa durée et son ampleur, aux travailleurs qui le revendiquent dans la rue, la direction du POB y oppose la voie parlementaire, espérant une intervention royale pour dissoudre les Chambres. En vain.

De fait, le POB opte toujours plus pour une alliance parlementaire avec les libéraux, en vue de renverser la majorité cléricale. Alors que les élections de 1912 en déçoivent l'espoir, les travailleurs, répondent à nouveau par la grève. Mais pour en éviter les débordements, la direction du parti décide de la postposer et de l'organiser.

Ce sera chose faite en avril 1913. Mais cette fois, le flot impétueux de la nouvelle grève générale qui déferle sur le pays en est canalisé. Dans le Borinage comme ailleurs, on est loin des barricades des précédents combats grévistes. Et si, pour avoir contenu les masses, le POB gagne ses galons d'honorabilité parlementaire, la grève pour le SU pur et simple est un échec.

Au sortir de la Grande Guerre, le POB qui avait sans hésiter rejoint l'« union sacrée », participe aux gouvernements qui mettent en œuvre les grandes réformes sociales et, enfin, le SU égal. Si la référence à Defuisseaux subsiste dans la fédération boraine, la figure d'Achille Delattre y émerge alors. Face à l'impétuosité des mouvements grévistes, elle relayera dorénavant le modérantisme des instances nationales du POB.

Le SU pur et simple renforce la prééminence du POB dans les communes du Grand Mons. Si les mineurs borains se soulèvent à nouveau en 1924 pour s'opposer à une baisse des salaires, leur longue grève, couronnée d'un succès partiel, se terminera dans le respect des directives de ses structures syndicales.

Aux élections de 1925, malgré la présence d'une liste PCB issue de la dissidence communiste de 1920, dont l'écho fut faible dans la fédération boraine, le POB atteint dans la région le score historique de deux tiers des suffrages. Mais après sa participation gouvernementale de '25-26, le succès électoral se tarit aux élections de 1929 où, dans l'arrondissement, le PCB gagne en influence.

La grande crise touche cette région de mono-industrie plus fortement encore que partout ailleurs. En 1932, le chômage s'abat comme la grêle sur les cultures, faisant partout des ravages. Dans les mines du Borinage, en été 1932, les salaires baissent d'un tiers, le chômage partiel se généralise et le chômage complet s'étend. La misère noire du XIX^e siècle réapparaît.

Dès fin mai, les mineurs borains repartent en grève, se groupant en bandes pour débaucher les travailleurs des régions ouvrières voisines. Signe de son ampleur et de sa radicalité, les femmes de mineurs y participent activement. Si le POB se désolidarise de cette grève qui le dépasse, le PCB la soutient et gagne en influence dans les masses soulevées.

Et quand la Commission syndicale du POB qui avait tardé à reconnaître la grève en sonne la fin sans avoir rien obtenu de substantiel, les mineurs la poursuivent pendant deux mois encore, obtenant un léger relèvement des salaires. Le POB sort discrédité de ce grand combat gréviste.

Il s'agit de regagner la confiance perdue des mineurs, accentuée encore par des dissensions qui, dans la région de Mons, sont profondes : celle des Jeunes Gardes Socialistes et de l'Action Socialiste, une dissidence dont les membres seront exclus, à la tête de laquelle se trouve le Borain Walter Dauge. C'est à restaurer l'assise du POB que servira le Plan du Travail, à la propagande duquel il consacra toutes ses forces, avant de l'abandonner pour entrer, en 1935, dans la coalition gouvernementale.

Aux élections de mai 1936, si le POB devient le groupe parlementaire le plus important, il recule partout. Dans l'arrondissement de Mons, il perd quelque 20 % des voix au profit du PCB qui obtient son premier siège dans le Borinage, les daugistes et les fascistes de Rex n'y obtenant qu'un succès mitigé.

En 1936, à l'exemple de la France où, après la victoire du Front populaire, les travailleurs sont partis en grève pour arracher les 40 heures et les congés payés, les travailleurs belges se lancent dans un combat pour des objectifs similaires. Dans la région de Mons, il prend des formes violentes et une fois encore meurtrière, rappelant celui de 1932.

La fédération boraine parvient cependant à résorber ses dissidences et endiguer la montée du PCB plus que partout ailleurs dans le pays. Elle se maintient aux élections de 1939. La guerre chamboulera ce rapport de forces politique. La direction du POB en exil n'a plus de prise sur les masses restées sous l'occupation, et la Résistance est surtout le fait du Front de l'Indépendance que dirige le PCB.

À la Libération, avec le prestige de l'Armée Rouge et celui qu'il a acquis dans la Résistance, le PCB remporte un succès aux élections de 1946. Dans l'arrondissement de Mons, il est bien plus important qu'ailleurs dans le pays : près de 30 %, deux tiers des voix du désormais PSB. Il en conservera encore près de 20 % dans l'arrondissement aux élections de 1949.

À partir de 1946, les immigrés italiens viennent colorer – et dans quelles conditions inhumaines ! – une région qui connaissait peu l'immigration. C'est aussi l'époque de la Question royale, menant au climat insurrectionnel de l'été 1950 avec une grève générale et des manifestations anti-léopoldistes de masse où les travailleurs borains sont en première ligne.

En mars 1950, dès après la « Consultation populaire » sur le retour du roi (l'arrondissement de Mons, avec 69 % des votes, y est le plus anti-léopoldiste de tous), une grève se déclenche. En juillet, le premier acte de sabotage est borain : le 21 juillet, fête nationale et veille du retour du roi. Le lendemain, le Borinage est jonché de barricades. Les travailleurs y contrôlent les routes, donnant à la région l'allure d'un camp retranché.

Ce ne sera pas le dernier grand combat ouvrier de cette région. Après que le PSB, rejeté dans l'opposition avec le parti libéral en 1950, le retrouve au gouvernement en 1954 pour y affronter la Question scolaire puis en conclure Pacte scolaire en 1958, la Question sociale ressurgit avec force en 1960, avec l'opposition à la Loi unique.

Ce sera alors la « grève du siècle », celle de l'hiver '60-61, la dernière d'aussi grande ampleur dans l'histoire sociale du pays. Dans les communes du Grand Mons, force expression de la force du mouvement ouvrier borain, elle sera totale tout au long de ses cinq semaines de combat.

Mais la roue de l'Histoire tourne, et la région aura bientôt à affronter la fermeture des mines qui, pendant plus d'un siècle, en avaient fait sa singularité. Dans *Déjà s'envole la fleur maigre*, son chef-d'œuvre cinématographique de 1960, Paul Meyer en résume en trois rimes la destinée :

Borinage – charbonnages – chômage